

Démocratie & Socialisme

Suite de 90 ans après : le Congrès de Tours revisité

En cette année 1920, malgré le désarroi d'une SFIO défaite électoralement, la reconstruction de l'Internationale ouvrière est enfin devenue une tâche d'actualité pour le socialisme européen. Mais la Seconde Internationale peut-elle se relever de son effondrement de l'été 1914 ? Et surtout, est-elle capable de susciter l'enthousiasme que soulève la Révolution russe ?

L'attrait de l'Internationale ou la lueur à l'Est :

En réalité, même les dirigeants les plus compromis dans le « socialisme de guerre » et les plus hostiles aux bolcheviks, tels que Jules Guesde, affirment à cette époque qu'il est absolument inenvisageable de critiquer Moscou. En octobre 1920, l'ancien ministre socialiste d'« Union sacrée » écrit à son camarade nordiste Delory que, « sans prendre la responsabilité de ce qui peut se passer dans l'ancien empire des Tsars, nous devons à nous-mêmes de nous opposer de toutes nos forces à toute intervention contre la Révolution qui doit décider seule de son présent et de son avenir ». L'aura de la Révolution de 1917, agressée par les Blancs, mais aussi par l'Entente, est en effet gigantesque en 1920 dans les rangs des opprimés de tout le continent. En mars 1919, la Ille Internationale avait été proclamée à Moscou par les Bolcheviks et par de petits groupes d'Europe de l'Est, malgré l'abstention des communistes allemands fidèles en cela à leur martyre, Rosa Luxemburg, qui rejetait toute proclamation prématurée. L'enthousiasme est tel que Lénine, pourtant rétif à l'optimisme béat, finit son discours de clôture par ses mots : « la victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier : la constitution de la République Soviétique Internationale est en marche »! En France comme ailleurs, au-delà du cercle des socialistes zimmerwaldiens, pour tous les militants qui voulaient tourner la page du socialisme de guerre, mais aussi épurer le parti de ses compromissions réformistes et électoralistes, la « Troisième » devient rapidement incontournable. Ainsi, dès la printemps 1919, le « Comité de Défense Syndicaliste » devient le « PC adhérent à la IIIe Internationale », alors qu'aucun lien ne l'arrime à Moscou, « témoignage remarquable du prestige dont jouissait I[a] Komintern », selon Annie Kriegel. Fin 1919, il devenait clair que la force symbolique de la IIIe Internationale naissante était telle que tous les grands partis socialistes allaient être amené à se positionner sur cette question : derrière, avec, sans ou contre Moscou?

La SFIO de 1919-1920, de la partition à la radicalisation :

La SFIO se situait au centre de l'échiquier politique, puisqu'elle était dirigée par le courant dit de la « Reconstruction », qui entendait reconstruire une Internationale en rompant avec celle qui avait fait faillite en 1914 et en négociant avec celle de Moscou qui était encore embryonnaire. Cette position d'attente était aussi celle des partis indépendants anglais (ILP) et allemand (USPD). A droite de la Reconstruction, se trouvent le petit cercle des « Résistants », groupés autour des élus et des figures controversées du temps de l'Union sacrée telles que Renaudel, Bracke, Sembat et Léon Blum, qui avait toutefois rédigé le programme marxiste de la SFIO rénovée en 1919. Blum, soutenu par ses amis de la droite et du centre-droit, s'opposent nettement à toute adhésion à l'Internationale de Moscou, qu'elle qu'en soit la forme. A l'opposé du spectre politique se distingue à gauche du centre reconstructeur un « Comité de la IIIe Internationale » constitué de fervents et d'honnêtes admirateurs de la Révolution russe et des bolcheviks. Le petit centre parisien créé en mai 1919 autour de Loriot, Lefebvre et de Boris Souvarine, une fois reconnu par Lénine en personne comme le groupe le plus proche des bolcheviks, a reçu des sommes d'argent conséquentes qui lui ont permis de faire connaître les textes bolcheviks et mettre sur pied une propagande

défendant le principe de l'adhésion à l'IC.

Comme souvent dans les partis ouvriers, si le centre est majoritaire, seules la droite et la gauche formulent une orientation politique conséquente et peuvent capter l'attention des militants déboussolés. Dans l'immédiat après-guerre, c'est sans conteste vers la gauche, vers le « Comité de la IIIe Internationale », associant de jeunes militants socialistes radicalisés à l'équipe des syndicalistes révolutionnaires, que penche le « marais » de la SFIO. Alors que la gauche n'obtient que 14 % des mandats au congrès de Paris, en octobre 1918, 35 % se portent sur le « Comité de la IIIe Internationale » en février 1920 au congrès de Strasbourg. Plus généralement, un bonne partie des animateurs de la Reconstruction, tel Verfeuil ou Renoult, s'approprient tout ou partie du discours radical, régénérateur et épurateur des partisans français des bolcheviks. Le rapprochement entre la Reconstruction, les pro-bolcheviks français et la direction de la IIIe Internationale n'est pas étonnant. En effet, le centre reconstructeur est, presque par nature, enclin à discuter avec les Russes, de concert avec les Allemands et les Anglais, afin de remettre sur pied l'Unité socialiste internationale détruite en 1914. Pour ce qui est des rapports entre le centre reconstructeur et les communisant français, Frossard, le secrétaire du parti depuis 1918, n'allait-il pas dire de ces derniers que « la vie, en [les] entraînant dans son tourbillon, assouplira [leur] doctrine et [leurs] méthodes et éliminera sans effort ce qu'elles peuvent avoir de trop rigoureux ». Côté Comité, on estime que toute « prise » du parti par les pro-bolcheviks impose la création d'une alliance majoritaire avec les politiciens de la Reconstruction, dont ils se méfient pourtant mortellement. Dès juillet 1919, Louise Saumoneau, proche de Loriot, affirme clairement, pour contrer les velléités scissionnistes de certains, mais aussi pour se distinguer du groupusculaire « parti communiste » gauchiste de Raymond Perdicat, que les pro-bolcheviks « ne quitteron[t] pas le Parti socialiste qui est une force » et qu'ils « travailleron[t] en son sein pour l'attirer » à eux.

Quant aux dirigeants russes, bien forcés de constater le retard de la révolution en Occident dans le courant de l'année 1920 -surtout suite à l'échec de l'offensive du printemps sur Varsovie-, ils sont en train d'abandonner le schéma théorique de l'imminence de la révolution mondiale, qui nécessitait la création de noyaux bolcheviks homogènes prêts à prendre le pouvoir par les armes. Si, à son congrès de fondation, la nouvelle Internationale exigeait comme une impérieuse nécessité « la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste -dont les sociaux-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle- mais encore la rupture avec le "Centre" », ses dirigeants privilégient à partir du printemps 1920 une stratégie à long terme qui imposait comme un préalable aux révolutionnaires la conquête des masses. Ainsi, au milieu de l'année 1920, les approches, pourtant différentes, de l'IC et du parti russe, du Comité de la IIIe Internationale et de la majorité centriste de la SFIO, semblent converger.

Cachin et Frossard au pays des Soviets :

C'est d'ailleurs Longuet, l'un des deux principaux dirigeants reconstructeurs et le chef de file de la minorité pacifiste pendant la Guerre, qui est mandaté par le Parti à Strasbourg, en compagnie du directeur de L'Humanité, Marcel Cachin, ancien social-patriote rallié au Centre, pour négocier avec Moscou les conditions du regroupement de l'IC et des grands partis socialistes occidentaux ayant rompu avec la Seconde Internationale. De plus en plus méfiant à l'égard de l'Exécutif de l'Internationale, Longuet décline l'offre et c'est finalement -1er réalignement qui en appelle d'autres- Louis-Oscar Frossard, le secrétaire du Parti depuis la congrès de Paris, qui accompagne Cachin en Russie.

On a souvent parlé de la conversion des deux mandataires du Parti Français, partis pour négocier avec l'IC et revenus métamorphosés en « pèlerins de Moscou ». En réalité, chaque partie jouait sa propre partition : les dirigeants bolcheviks, en accord avec le « Comité » français sur ce point, voulaient maintenant gagner la majorité de la SFIO à l'IC, tout en exigeant l'expiation du « socialisme de guerre », l'exclusion des militants hostiles aux bolcheviks et la condamnation des pratiques réformistes du Parti. Les émissaire français, bien qu'encore attachés dans leurs pratiques politiques à la Seconde Internationale, l'étaient encore plus à la reconstruction de l'unité

Le Congrès de Tours revisité (II)

internationale, et ils étaient prêts à reconnaître les erreurs du Parti, lors du conflit et depuis la formation de la néo-majorité. Les émissaires du parti français sont auditionnés par le Comité Exécutif de l'IC, le 19 juin. Si Frossard note plaisamment dans ses carnets : « on ne nous a pas couverts de fleurs, il s'en faut, [m]ais au bout du compte, nous sortons de là en bon état », les dirigeants russes n'est sont pas moins pressants et les émissaires sont de nouveaux convoqués devant l'Exécutif, le 29 juin. Subissant également comme une pression supplémentaire la présence à Moscou de Rosmer, syndicaliste révolutionnaire proche de Trotsky, membre éminent du « Comité de la IIIe Internationale », Frossard hésite, mais Cachin semble plus docile. En juillet 1920, Frossard note dans son carnet que « l'adhésion se heurtera à des résistances et que, votée, elle entraînera certains départs. Qui ? Tout est là ».

Refusant d'engager le Parti, ils acceptent d'adhérer « personnellement » à l'IC dans le courant du mois. Mais personne n'est dupe : ce sont bel et bien le n° 1 et le n° 2 de la SFIO qui se sont prononcés. Une fois le Rubicon franchi, les « conditions » commencent à pleuvoir depuis le Comité Exécutif présidé par Zinoviev. Dès le 26 juillet, les émissaires de la SFIO reçoivent sa « réponse » violemment épuratrice à l'encontre de la droite « social-patriote » -pour reprendre le terme de Lénine-, mais même des dirigeants reconstructeurs les plus indépendants à l'égard de Moscou, dont Jean Longuet! Pour Cachin, « tout se trouve ainsi remis en cause », tandis que Frossard note dans ses carnets : « est-ce que je me suis trompé ? Est-ce que j'entraîne le parti dans une redoutable impasse ? [...] Où est le devoir socialiste ? »... Conscients du durcissement de Moscou et munis d'une résolution présentant déjà 8 conditions d'adhésion pour la SFIO, les dirigeants français préfèrent quitter prématurément la Russie, le 29 juillet, sans attendre les délibérations du 2d Congrès mondial qui accouchent finalement d'un texte listant les fameuses « 21 conditions ». Les thèses sur « les conditions d'entrée des partis dans l'Internationale Communiste » déclarent que cette dernière, étant « d'une certaine façon, à la mode », est « menacée de l'envahissement de groupes [centristes] indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la llème Internationale ». Tout cela ne dit rien qui vaille aux prétendus « pélérins de Moscou » de retour à Paris en août 1920...

L'engagement est bel et bien pris, malgré les hésitations et les états d'âme de Frossard et de Cachin. A leur retour en France, la bataille pour l'adhésion était déjà presque gagnée puisque le Centre et la Gauche étaient en capacité de s'assurer une majorité écrasante au sein du parti unifié.

Jean-François Claudon

Suite de cet article : 90 ans après : le Congrès de Tours revisité (III)